

L'écocosocialisme a trouvé son forum

ÉCOLOGIE RADICALE • Organisées à Genève du 24 au 26 janvier, les Rencontres écocosocialistes ont attiré des militants de toute l'Europe venus dénoncer le capitalisme et réfléchir à des alternatives concrètes à la destruction de la planète.

Des militants de solidarité se sont alarmés des effets de la crise écologique et du changement climatique, qui nous menacent à pas si long terme d'une catastrophe planétaire. A l'intérieur de leur parti, ils ont formé un groupe de travail pour partager des inquiétudes justifiées, approfondir leur connaissance du sujet et surtout examiner si la logique destructrice d'une économie basée sur la recherche du profit aux dépens des êtres humains est réversible. En cinq ans, ils ont accompli un travail rédactionnel et éditorial très riche et en automne dernier ils étaient prêts à élargir leur audience et à augmenter le nombre de celles et de ceux qui partagent leur engagement. Ils ont alors lancé un appel auprès d'organisations et d'individus à se joindre à eux pour mettre sur pied ces assises à Genève, ville où se sont établies une multitude de compagnies occupées à brasser de l'argent, à négocier des matières premières ou à faire du business agroalimentaire. L'appel lancé par les membres du collectif désignait clairement le capitalisme et ses pseudo-réformes comme responsables du désastre.

Rapidement des militants et organisations se sont dits partie prenante de la proposition: depuis la Belgique, se sont annoncés le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM), Daniel Tanuro (LCR), Francis Taylor (Climat et Justice sociale); de l'Etat espagnol, les intellectuelles et militantes Esther Vivas et Yoyo Herrera ont appuyé la proposition et des militants d'Andalousie, des Iles Canaries, d'Euskadi et de Catalogne se sont dits intéressés; côté France, des membres du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), de la Gauche anticapitaliste, d'Attac et de différents mouvements de résistance les ont rejoints, dont Pierre Rousset, l'âme



L'anthropologue espagnole Yayo Herrero a exposé l'idée d'une alternative «écoféministe».

Sigfredo Haro / Groupe écocosocialiste de solidarité

de la publication électronique Europe solidaire sans frontières (www.europe-solidaire.org).

En Suisse, outre le parti solidarité, qui s'engage derrière la proposition de son groupe de travail écologiste, différentes personnalités et organisations se sont dites intéressées: Valentina Hemmeler Maïga (Uniterre), Philippe Sauvain (L'Autre syndicat), l'altermondialiste Olivier de Marcellus, des personnalités du monde universitaire (Jean Batou et Sébastien Guex), l'ancien conseiller national Josef Zisyadis (La Gauche) ou Julien Cart, l'ex-conseiller municipal genevois. Ainsi est née l'organisation Alternatives face aux défis écologiques,

qui a convoqué les Rencontres écocosocialistes européennes du 24 au 26 janvier dernier.

Ces «écocosocialistes» sont évidemment anticapitalistes en plus d'écologistes. Tout au long de la durée de leurs rencontres, orateurs et participants aux ateliers ont mis à nu la responsabilité des pratiques dictées par la maximisation du profit quelles qu'en soient les conséquences sur la flore, la faune, les humains, l'avenir de la planète.

Le soir du vendredi 24 janvier, l'auditorium de la Faculté des sciences humaines d'Uni-Mail a été pris d'assaut par des personnes d'âge mûr et des jeunes, Genevois ou habitants de France

voisine, ainsi que des militants venus des cantons de Vaud et de Neuchâtel, et d'autres encore, arrivés avec leur sac à dos des quatre coins de l'Europe. Tout le monde ne parlait pas français, mais les organisateurs des Rencontres ont su assurer les traductions pour qu'on se comprenne. Militante féministe et écologiste venue d'Andalousie, Mari Carmen Garcia Bueno a fait un exposé limpide sur «Les luttes des femmes du Sud comme du Nord pour l'écologie» et dénoncé la logique qui chasse des paysans africains et des femmes roumaines de chez eux pour qu'ils viennent en Europe occidentale se faire exploiter en tant qu'ouvrières et ouvriers agricoles.

Avec le peu d'argent qu'ils gagnent, ils permettront à la famille restée au pays de se procurer une poignée de riz ou de la nourriture fournie par l'agrobusiness européen...

Le sociologue franco-brésilien Michael Löwy a fait part de son désaccord avec la conception qui crédite le Nord de l'intérêt pour l'écologie alors qu'il exporte ses déchets ailleurs; contrairement à leurs colonisateurs européens, les sociétés précolombiennes de l'Amérique du Sud avaient un grand respect pour la nature. Par ailleurs, il a cité des exemples de luttes de paysans dans ce continent pour préserver leur milieu de vie. Il nous a rappelé l'engagement écologique des premiers théoriciens du marxisme, en citant notamment un texte de Rosa Luxemburg que certains dirigeants du mouvement ouvrier avaient pris soin d'oublier. Ingénieur agronome belge, Daniel Tanuro a parlé de situations très graves avec passion et humour en dénonçant l'abandon des investissements dans la protection de l'environnement puisqu'il est finalement plus rentable d'investir dans les technologies permettant de se prémunir de destructions considérées comme inéluctables («capitalisme vert»).

En attendant la publication du bilan des rencontres, mentionnons quelques buts visés par les organisateurs: la rédaction d'un manifeste permettant à des tiers d'identifier le mouvement et de s'en approcher, la formulation de propositions susceptibles d'être intégrées dans les programmes d'organisations sociales, socialistes, écologistes, ainsi que la mise sur pied de réseaux de formation et d'échanges d'expériences. La prochaine rencontre pourrait se tenir dans l'Etat espagnol à l'été prochain. ■

Anna Spillmann

<http://alterecococ.org>

PARTENARIAT

Une floraison d'idées qui déménagent

Les ateliers des Rencontres écocosocialistes ont débouché sur des exigences urgentes.

Plusieurs ateliers participatifs étaient au menu des Rencontres écocosocialistes européennes de Genève. Le dimanche après-midi a été consacré à un résumé des débats. L'atelier sur la production agricole a dénoncé la mainmise de l'agrobusiness sur la production, de même que l'exploitation des travailleurs et de la nature par ce modèle. «Au niveau global, il faut refuser les politiques de libre-échange agricole menées par l'agriculture industrielle. Il importe de travailler aussi au niveau local en défendant l'agriculture contractuelle qui permet une relation directe entre consommateurs et producteurs ou même le maintien d'habitats de proximité», a relevé la rapportrice du groupe. «Il faut aussi interdire le brevêtement du vivant et des semences par les multinationales et remettre à plat la Politique agricole commune (PAC) de l'UE», a-t-elle encore ajouté. Un deuxième atelier avait trait à l'aménagement du territoire, y incluant aussi le thème des transports. Pour les participants, il importe de ne pas laisser la gestion du territoire et des besoins essentiels aux seules structures technocratiques, mais que celle-ci reste soumise à des décisions démocratiques comme dans le cadre du Forum transfrontalier lémanique qui a organisé ses dernières

assises en 2013. «10% de la population occupe 50% du territoire genevois. L'espace urbain est trop privatisé», a relevé, au détour d'une phrase, le rapporteur du groupe. Celui-ci a défendu le principe de transports publics gratuits, en soulignant que seuls 10% de leurs coûts proviennent des billets. «Cela permettrait de sortir un besoin essentiel de la sphère marchande», a estimé le rapporteur. Les participants se sont aussi félicités de la création de coopératives d'énergie verte comme celles qui commencent à voir le jour à Madrid.

L'énergie, un bien public

Dans l'atelier consacré à l'énergie, qui veut promouvoir les énergies renouvelables et la lutte contre le gaspillage et l'obsolescence, les participants en ont appelé à une expropriation des privés du secteur énergétique. Ils ont aussi défendu le principe d'une écotaxe, appelant à d'autres mesures de reconversion énergétique et climatique, tout en refusant l'accord – encore en tractation – de libre-échange entre USA et UE. Après un résumé sur la dette écologique, qui est non seulement une dette du Nord vis-à-vis du Sud, mais aussi une dette de classe – les riches consommant plus – plusieurs ateliers étaient consacrés à la nécessité de l'émergence d'une réponse

écocosocialiste radical face aux défis du saccage de la planète et de la raréfaction des ressources. Les participants ont ainsi appelé à une collaboration plus poussée entre syndicats et la société civile. Cela pourrait passer par un travail commun sur des thématiques comme la santé au travail ou en questionnant le processus de production comme le fait l'Union syndicale Solidaires en France qui milite pour l'autogestion et la socialisation des moyens de production. Face à l'urgence sociale, les questions de planification et de nationalisations, même si elles n'ont pas été toujours des réponses probantes dans le passé, doivent être remises sur la table afin de défendre le bien commun. Les questions de la réduction massive du temps de travail et celles d'un revenu de base inconditionnel ont aussi été abordées. Militant altermondialiste, Olivier de Marcellus, a mis en exergue la nécessité des luttes de base pour proposer des alternatives concrètes, soulignant l'action du syndicat Uniterre avec les petits paysans et les consommateurs, celle du mouvement zapatiste au Chiapas ou la multiplication des coopératives en Espagne. «Il y a des convergences possibles entre ces alternatives et des projets plus radicalement anticapitalistes», a estimé le militant. ■

Joël Depommier

Le revenu de base inconditionnel ou comment repenser le partage des ressources

Samedi 8 février à 14h à la Frat'

Place Arlaud 2, 1003 Lausanne

L'initiative pour le revenu de base inconditionnel a été déposée et le peuple suisse sera amené à voter à ce sujet. Le principe de cette idée est simple: chaque personne légalement domiciliée en Suisse reçoit mensuellement une somme d'argent suffisante pour assurer une existence simple et la participation à la vie sociale.

Le revenu de base inconditionnel implique une autre manière de répartir les ressources et chamboule notre système de sécurité sociale.

Pour en comprendre les enjeux et la mise en application concrète possible, le POP & Gauche en mouvement vous invite à une journée de conférences.

Programme de la journée

- | | |
|-------|--|
| 14h00 | Salaires, sécurité sociale, quels revenus et pour qui?
Par David Payot, travailleur social |
| 15h00 | Repenser la protection sociale en Suisse: une assurance générale de revenu
Par Ueli Tecklenburg, sociologue, Denknetz |
| 16h00 | Une fable pour mieux comprendre l'intérêt d'un revenu de base pour toutes et tous
Par Julien Cart, membre du comité d'initiative, en compagnie de Mathieu Despont, écrivain |
| 17h00 | Apéro festif |

Chaque conférence durera entre 30 et 40 minutes suivie d'un débat de 20 minutes environ.

POP & GAUCHE EN MOUVEMENT